

INTERVIEW

PANAFRICANISME

« Il n'y a pas de rupture entre l'Afrique et ses diasporas »

Alejandro Marx

Né au début du 20e siècle, le panafricanisme a vécu un tournant majeur de son histoire avec la crise congolaise de 1960 et l'assassinat de Patrice Lumumba. Doctorante à la Sorbonne, la chercheuse angolaise Elisabeth Dikizeko consacre une thèse à cet épisode de l'histoire africaine et retrace, pour le woxx, l'évolution du panafricanisme.

Spécialiste de l'histoire intellectuelle et diplomatique du panafricanisme et d'origine angolaise, Elisabeth Dikizeko est doctorante à l'université de la Sorbonne, à Paris. Elle écrit actuellement une thèse sur la relation intellectuelle entre le président ghanéen Kwame Nkrumah et le leader congolais Patrice Lumumba lors de la crise du Congo en 1960. Elle a notamment co-dirigé le sixième numéro de la Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique. Elisabeth Dikizeko était au Luxembourg pour le Black History Month, en octobre, où elle participait au panel du film « A fire within ».

woxx : Quel est l'origine du panafricanisme ?

Elisabeth Dikizeko : Le panafricanisme est un mouvement politique né de l'expérience de l'esclavage et du racisme par les noirs. Cette idée est née aux Amériques suite à l'expérience de la déportation et de l'esclavage. Pour comprendre la naissance de ce mouvement, nous devons revenir à l'évolution sémantique qui a assigné les populations du continent africain à cette identité. En effet, jusqu'au 15e siècle, les habitants du continent africain ne se considéraient pas « Africains ». Cette identité leur est assignée à la suite de la traite des esclaves. Le terme « Africain » devient une équivalence entre noir et esclave.

Quel rôle l'esclavage a-t-il eu sur l'identité noire ?

L'esclavage a toujours existé dans le monde. Avant le 15e siècle, les Européens obtenaient des esclaves en Europe de l'Est. L'expansion de l'Empire ottoman coupe l'accès à cette source d'esclaves. Désormais l'Europe ira chercher des esclaves en Afrique. Cette population à exploiter et le système de plantation coloniale permettent une accumulation de richesse qui est inédite dans l'histoire de

l'humanité. Sur le continent américain, l'expérience déshumanisante pour les noirs de l'esclavage voit la création de l'idée panafricaniste.

Quelle période précise de l'idée panafricaniste est le sujet de votre thèse ?

Ma thèse s'intéresse aux relations entre le président ghanéen Kwame Nkrumah et le premier ministre congolais Patrice Lumumba lors de la crise congolaise de 1960. Le panafricanisme doit beaucoup à Nkrumah. Ce dernier amène les idées panafricanistes sur le continent africain. En 1935, Nkrumah part étudier à Philadelphie, aux États-Unis. Il participe aux mobilisations à Harlem, le quartier noir de New York. Ils se familiarise avec les idées des premiers penseurs panafricanistes comme l'universitaire afro-américain W.E.B Du Bois et l'activiste jamaïcain Marcus Garvey. De retour au Ghana, Nkrumah s'engage dans le combat pour l'indépendance de la colonie britannique. Devenu président du Ghana indépendant, il n'oublie pas ses idéaux panafricanistes. Il reste actif pour les droits des noirs des États-Unis. Lors des cérémonies de l'indépendance ghanéenne en 1957, Nkrumah invite Martin Luther King à participer aux festivités. Le vice-président américain Richard Nixon est également présent comme représentant des États-Unis. Ce dernier rencontre le leader afro-américain Martin Luther King et le prend pour un Ghanéen. Il lui demande : « Heureux d'être libre ? » King lui répond : « Seulement quand nous serons libres aux États-Unis. » Le Ghana sera également un point d'attraction pour l'activiste afro-américain Malcolm X. Lors de son voyage au Ghana en 1964, il demande aux pays africains d'apporter leurs soutiens aux Noirs des États-Unis. Il n'y a pas de rupture entre l'Afrique et ses diasporas. Aujourd'hui, sa proposition subsiste encore au sein de l'organisation internationale de l'Union africaine. La diaspora noire représente un sixième continent pour les diplomates de l'Union africaine. C'est dans ce cadre que Haïti, un pays caribéen, est membre observateur de cette organisation. Grâce à Nkrumah, le Ghana devient une terre d'accueil pour les Noirs de la diaspora. W.E.B Du Bois y décédera en 1963. Le Trinidadien

George Padmore devient le conseiller de Nkrumah sur les affaires africaines. La presse afro-américaine des États-Unis exprime également son soutien au Ghana nouvellement indépendant.

« En 1935, Nkrumah part étudier aux États-Unis. Il participe aux mobilisations à Harlem, le quartier noir de New York et se familiarise avec les idées des premiers penseurs panafricanistes. »

Quel impact a la crise congolaise sur le panafricanisme ?

La crise du Congo n'a pas d'équivalence dans le processus de décolonisation des pays africains. À partir de juillet 1960, le pays vit une mutinerie suivie d'une intervention de l'armée belge et deux déclarations de sécession au Katanga et au Sud-Kasaï. Ces dernières sont soutenues par les puissances néo-colonialistes. À la demande de Lumumba, l'ONU intervient au Congo dans sa première mission de maintien de la paix sur le continent africain. L'assassinat de Lumumba par des soldats belges le transformera en symbole global. De Harlem à Moscou, en passant par Pékin et le Caire, on manifeste en soutien à Lumumba.

Après cet échec, quel chemin suit le panafricanisme ?

En Mai 1963, les leaders africains se réunissent pour créer une Afrique supranationale avec une défense commune et un marché commun. Cependant, on voit un panafricanisme de différentes intensités. Nkrumah est en faveur d'une avancée rapide vers cette union. Le président sénégalais Léopold Sédar Senghor, en revanche, préfère temporiser. L'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié facilite un consensus. L'Organisation de l'unité africaine est créée. Elle deviendra l'Union africaine en 2002. Auparavant, des tentatives de créer des fédérations africaines ont échoué. Le 22 Septembre 1960, le Sénégal et le Mali abandonnent leur fédération après quatre mois de gouvernance commune. De son vivant, le Cap-Verdien Amílcar Cabral suivait la ligne politique de Nkrumah. Il souhaitait qu'à l'issue de la décolonisation portugaise, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau forment une fédération. Il est assassiné en 1973. Deux ans plus tard, aux moments des indépendances, cette fédération ne voit pas le jour.

Le mouvement panafricaniste stagne-t-il à ce moment ?

Une succession de coups d'État militaires en Afrique et les programmes d'ajustement structurel imposés par les banques de développement cassent la dynamique du panafricanisme. On

Patrice Lumumba à Bruxelles, en janvier 1960, au moment des négociations sur l'indépendance du Congo, qui deviendra effective le 30 juin de la même année.



La chercheuse angolaise Elisabeth Dizineko lors de son passage au Luxembourg, à l'occasion du Black History Month, en octobre.



PHOTO: ALEJANDRO MARY

verra une réémergence de ce mouvement dans les années 1980 avec le leader burkinabé Thomas Sankara. Sous l'influence de l'historien du Guyana Walter Rodney, il amène une nouvelle critique du néo-colonialisme. Sankara s'oppose à l'endettement et à l'aide au développement accusés d'emprisonner les pays africains. Il est assassiné lors d'un coup d'État en 1987.

« La principale préoccupation du panafricanisme est de faire cesser l'exploitation d'un groupe par un autre. Le mouvement s'oppose au capitalisme qui est issu de la traite des noirs et de l'exploitation coloniale des ressources. »

Cependant, en 1991, la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud est une grande victoire du panafricanisme. Déjà du temps de Nkrumah, ses publications les plus importantes portaient sur la critique du régime raciste en Afrique du Sud. La fin du régime signifie la fin de l'exploitation des populations du pays. Les détracteurs du panafricanisme accusent le mouvement d'être un nationalisme noir, masculiniste et antiblanc. Au contraire, la principale préoccupation du panafricanisme est de faire cesser l'exploitation d'un groupe par un autre. Le mouvement s'oppose au capitalisme qui est issu de la traite des noirs et de l'exploitation coloniale des ressources. D'où l'intérêt que les panafricanistes ont eu pour le socialisme et le communisme. Avec des réserves toutefois. L'activiste trinitadien Georges Padmore était critique du modèle soviétique, un système qu'il avait étudié en tant que membre de l'Internationale communiste.

Que reste-il du panafricanisme aujourd'hui ?

Dans le cas du Ghana, après sa destitution en 1966, Nkrumah était considéré comme un dictateur. On vit un début de réhabilitation dans les années 70. C'est en 2009 que l'on célèbre les 100 ans de la naissance de Nkrumah. En

2019, on commémorait les 100 ans du premier bateau rapatriant des Noirs de la diaspora au Ghana. Cependant, ces célébrations sont surtout une instrumentalisation par le pouvoir pour se légitimer auprès de la population.

Et quelle est la situation de la recherche sur l'histoire du panafricanisme ?

En France, l'étude du panafricanisme commence à entrer dans les programmes scolaires et de recherche. En 2014, le livre « Africa Unite ! » de Amzat Boukari-Yabara a popularisé ce sujet d'étude. Personnellement, l'universitaire congolais Elikia M'Bokolo m'a permis d'avoir une vision non-condescendante que beaucoup d'historiens européens ont tendance à avoir sur le panafricanisme. Il a pris comme sujet de recherche l'histoire globale de l'Afrique.

Y a-t-il des oppositions à ces recherches ?

C'est difficile de parler de race en France car ce concept rentre en conflit avec une conception française de l'identité. Dans les États-Unis du président Donald Trump, nous avons encore accès aux archives sur le panafricanisme. L'université d'Harvard, où étudia W.E.B. Du Bois, continue à enseigner ce sujet. De même, les « Black Colleges », des institutions universitaires créées par les Afro-Américains au temps de la ségrégation, ont suffisamment de ressources propres pour continuer la recherche sur le panafricanisme sans financement public. Cependant je m'inquiète sur l'histoire de la communauté noire aux États-Unis. La politique de Trump va limiter la recherche historique et la transmission de celle-ci.

Quels autres pans de l'histoire du panafricanisme doivent encore être étudiés ?

Le rôle des femmes comme figures du panafricanisme. Dans le cadre de mes recherches, je m'intéresse aux femmes qui ont soutenu Patrice Lumumba.

FRIDDEN A KRICH

LUXEMBURG IN DER AUFRÜSTUNGSDEBATTE

Blindwütiges Kräftemessen?

María Elorza Saralegui

Soll sich Luxemburg ohne Murren an der nun losgetretenen Aufrüstungspirale beteiligen? Hiesige NGOs versuchen, eine Debatte über Sinn und Zweck der neuen Militarisierung anzuregen. Ende Oktober stand dabei ein Vergleich der militärischen Potenziale der Nato und Russlands auf dem Programm. Der Diskussionsverlauf zwischen Friedensforschern und ex-Militärs sorgte bei nicht wenigen für Ärger.

Drei Tage nach Beginn des russischen Angriffskrieges auf die Ukraine Ende Februar 2022, reagierte der damalige deutsche Bundeskanzler Olaf Scholz wie viele andere seiner europäischen Homologen. Im Hinblick auf die Bedrohung aus Russland unter dessen Präsident Wladimir Putin sollten die jeweiligen Streitkräfte der EU-Mitgliedstaaten „fit“ gemacht werden. Sprich: mehr und schneller investieren. Mit einer zusätzlichen Finanzspritze von 100 Milliarden Euro für die Bundeswehr, dem sogenannten Sondervermögen, kündigte Scholz eine „Zeitenwende“ an. Seitdem wird in Deutschland und vielen anderen Mitgliedstaaten der EU eifrig über die Notwendigkeit einer Aufrüstung diskutiert.

Auch in Luxemburg versucht ein Zusammenschluss aus verschiedenen NGOs die bitter nötige Debatte in Gang zu bringen. Am 21. Oktober hatten die „Friddensplattform“, „Greenpeace Luxemburg“ und die katholische „Justitia et Pax“ Alexander Lurz eingeladen. Und seine Meinung zum deutschen Aufrüstungsvorhaben ist klar: „Die Summe ist übertrieben“. Die rasante Militarisierung sei längst nicht unvermeidlich und in diesem Ausmaß nicht notwendig, so der Abrüstungsexperte von Greenpeace Deutschland.

Lurz sitzt zusammen mit dem Friedens- und Konfliktforscher Herbert Wulf vom „Stockholm International Peace Research Institute“ (SIPRI) in einem Saal des „Casino Syndical“, um die Ergebnisse eines Greenpeace-Berichts mit dem Titel „Wann ist genug, genug?“ zu den militärischen Potenzialen der Nato und Russlands vorzustellen. Mit am Tisch sitzt Patrick Fautsch, Oberst der luxemburgischen Armee im Ruhestand und ehemaliger Militärvertreter des Großherzogtums in verschiedenen EU- und Nato-Militärausschüssen. Entgegen den Erwar-

tungen einiger Personen aus dem Publikum geht es an diesem Abend nicht um ein klares Plädoyer gegen Militarisierung, sondern um zwei Hauptfragen: Inwiefern stellt Russland eine Bedrohung dar? Und: Wie berechtigt sind die aktuellen Aufrüstungen in Milliardenhöhe?

Seit den späten 1980er-Jahren habe sich der Kräftevergleich zu Gunsten der Nato verschoben, erläutert Lurz. Dies zeigten nicht nur die jährlichen Ausgaben, denen zufolge der gesamte Militäretat des Nato-Bündnisses (auch ohne die USA) seit 2014 konsequent höher ist als das russische Budget. Auch was die Großwaffensysteme und die Truppenstärke angeht, seien die europäischen Nato-Mitgliedstaaten Russland gegenüber militärisch überlegen, so die Experten auf der Konferenz. Einzige Ausnahme: die strategischen Bomber, von denen Russland 129 besitze, die USA 140 und die europäischen Nato-Staaten keine, so Lurz. Doch hier würden die EU-Länder nachrüsten. Im Durchschnitt seien die Nato-Waffen zudem um zehn Jahre moderner.

„Erst ist der Bedarf zu definieren, dann das Budget – nicht andersherum.“

Von den sechs Bereichen, die die Greenpeace-Studie analysiert hat, gebe es lediglich einen „Gleichstand“: bei den Atomwaffen. Nachholbedarf bei den jährlichen Rüstungsausgaben bestehe demnach nicht. „Die absurden Summen, die bei Erfüllung des neuen Nato-Ziels fällig würden – fünf Prozent des Bruttoinlandsprodukts sollen für Verteidigung ausgegeben werden – muten vor diesem Hintergrund noch absurder an“, so Lurz auf Nachfrage der woxx im Anschluss der Veranstaltung: „Erst ist der Bedarf zu definieren, dann das Budget – nicht andersherum.“

Unter Druck des Nato-Bündnisses und dort vor allem aus den USA („Aufrüstungswahn: Öl ins Feuer“, woxx 1843) plant Luxemburg aktuell fast eine Verdoppelung der militärischen Ausgaben von 600 Millionen Euro auf 1,18 Milliarden bis Ende dieses Jahres. Davon sollen 120 Millionen in die

FRIDDEN A KRICH

	Kamp f- panze r	Gepanzerte Fahrzeuge (2)	Artillerie (3)	Kampfhub- schrauber	Haupt- kriegs- schiffe (4)	U- boote	Kampf- flug- zeuge	Strate- gische Bomber
Nato Gesamt	9.011	45.619	22.145	1.301	274	143	5.406	140
davon USA	2.640	15.679	6.463	880	122	66	3.244	140
davon Kanada	74	1.118	283	0	12	4	89	
davon europ. Nato (1)	6.297	28.822	15.399	421	140	73	2.073	
Russland	2.000	11.020	5.399	348	33	50	1.026	129

COPYRIGHT : GREENPEACE DEUTSCHLAND

Mit Ausnahme der strategischen Bomber, besitzen die europäischen Nato-Mitgliedstaaten mehr einsatzbereite militärische Großwaffensysteme als Russland, so der auf der Konferenz vorgestellte Greenpeace-Bericht.

Ukraine fließen, aber auch in Material wie schwere Jaguar-Radpanzer mit 40mm-Kanonen-Bewaffnung. Bis 2030 sollen drei Prozent des Bruttonationaleinkommens für Rüstung ausgegeben werden, also rund 2,3 Milliarden Euro. „Gleichzeitig fehlen die Gelder an anderer Stelle“, so Lurz: „Die europäische Wirtschaft muss zur Klimaneutralität umgebaut werden, soziale Missstände, zum Beispiel beim Wohnen, bekämpft werden, eine bessere Bildungspolitik finanziert werden und vieles mehr.“ Stattdessen werde mehr Geld ins Militär gepumpt. Mehr Aufrüstung bedeute zudem mehr Emissionen.

Dass die Investitionen überhaupt an die Wirtschaftskraft eines Landes gekoppelt würden, wie von Donald Trump mit den von ihm geforderten Rüstungsangaben in Höhe von fünf Prozent des (BNE), sei ohnehin „unsinnig“, pflichtet der SIPRI-Forscher Herbert Wulf ihm bei. „Das ist ungefähr so, als wenn Sie jeder Familie empfehlen, 30 Prozent des Einkommens, egal wie hoch, für Ernährung auszugeben. Man müsste eigentlich fragen, was die Aufgaben der Streitkräfte sind, was die Bedrohung ist, und was wir für Personal und Ausrüstung brauchen. Daraus bestimmt sich dann der Haushalt für die Streitkräfte“, so der Friedens- und Konfliktforscher auf der Veranstaltung.

Die Rüstungspotenziale sind eine Sache, die Einsatz- und Leistungsfähigkeiten der Streitkräfte ein anderer – entscheidender – Faktor. In einem Bericht aus dem Jahr 2025 kam der EU-Rechnungshof zu dem Schluss, dass die EU-Mitgliedsstaaten militärisch nicht genügend auf eine schnelle und große Verlegung von Personal und Ausrüstung vorbereitet seien. Dagegen hat die Nato ein strategisches Konzept entwickelt, das den möglichen Einsatz von 500.000 Truppen binnen sechs Monaten an der Ostgrenze mit Russland vorsieht. Ob solche Strategien innerhalb des vorgesehenen Zeitrahmens in der Praxis ohne Probleme umsetzbar sind, muss sich laut der Greenpeace-Studie jedoch erst noch zeigen.

„Eine für die aufgewendeten Summen zu erwartende Verbesserung der militärischen Fähigkeiten ist nicht zu erwarten“, kritisiert Lurz. In Europa fördere die starke Nachfrage Preissteigerungen, führe zu Lieferengpässen

und Konkurrenz zwischen den Rüstungsfirmen. Die eigentliche Produktion steige dabei längst nicht so schnell, wie es sich die Nato-Staaten trotz Zuschüssen und Verordnungen der EU zu deren Ausbau erhoffen. Auch Russland tut sich laut der Analyse der Experten schwer: Die russische Wirtschaft greift massiv auf Lagerbestände zurück. Als Angriffsland habe der Staat Schwierigkeiten, ausreichend Material und Truppen an die Front zu verlegen. Trotzdem sei die Bedrohung aus Russland auch über die Ukraine hinaus ernst zu nehmen: Strategisch habe Putin den Nato-Staaten einiges voraus, so Wulf.

“Die Möglichkeiten, das Sanktionsregime gegen Russland auszubauen, sind bei Weitem noch nicht ausgeschöpft.”

Oberst Fautsch, der eingeladen ist, um die Vorträge der beiden Forscher kritisch zu kommentieren, pflichtet den beiden bei. Es gebe an anderer Stelle Nachholbedarf, vor allem was die Effizienz und Kooperation zwischen den EU-Mitgliedstaaten betreffe, so Fautsch. Die EU müsse von den USA unabhängiger werden und mehr diplomatische Initiative zeigen. Auf weitere Angriffe in der Ukraine und auch auf die Staaten des Baltikums „müssen wir vorbereitet sein“, so der ehemalige Militär. Zugleich macht er klar: Mehr Initiative darf nicht mit blinder Aufrüstung einhergehen. Vielmehr seien stärkeres strategisches Handeln und ein Dialog zwischen der Nato und Russland gefragt.

„Mögliches Handeln hätte unter anderem die Einbeziehung von Akteuren wie Brasilien, China, Südafrika und anderen umfasst, die ihre Vermittlung angeboten haben“, so auch der Greenpeace-Experte Lurz auf Nachfrage der worxx. „Die Möglichkeiten, das Sanktionsregime gegen Russland auszubauen, sind bei Weitem noch nicht ausgeschöpft. Das umfasst das konsequente Vorgehen gegen die russische Schattenflotte, aber auch die Erfassung und Beschlagnahmung des Vermögens Putin-treuer Oligarchen in

Europa“, sagt Lurz, der davor warnt, in eine „Sackgasse“ zu geraten.

Als Fautsch weiterredet, geht plötzlich ein Raunen durch den Saal. „LuxDefence“, ein rüstungsindustrieller Interessenverband, der die hiesige Handelskammer und verschiedene luxemburgische Unternehmen zusammenfasst, sei ein guter Ansatz, gibt sich der ex-Soldat überzeugt. Schnell werden Stimmen laut: „Und wie machen wir jetzt Frieden?“, tönt es erbost aus dem Publikum. Weitere Rufe folgen, spontaner Beifall bricht aus. Mehrere Minuten verstreichen, ehe sich die Stimmung wieder etwas legt. Als Friedensplattform verstehe man das Unbehagen der Anwesenden nur zu gut, beruhigen die Organisator*innen. Sinn der Konferenz sei es jedoch, einander zuzuhören.. Fautsch reagiert gefasst auf die Einwürfe und lässt sich nicht aus dem Konzept bringen: 1,5 Prozent des RNB sollen in die nationale „Resilienzstrategie“ fließen. Der Fokus müsse auf den Beschaffungsstrukturen liegen, die genauer ausgearbeitet werden müssten, etwa durch die Einrichtung einer Agentur.

Der Unmut im Saal angesichts solch wenig grundsätzlicher Kritik an Aufrüstung bleibt groß. Erneut wird es hitzig. In Luxemburg schenke die Verteidigungsministerin Yuriko Backes (DP) „LuxDefence“ mehr Gehör als der Zivilgesellschaft, kritisiert jemand aus den Reihen des Mitveranstalters „Justitia et Pax“. Ängste um dominierende wirtschaftliche Interessen, eine Wehrpflicht, um Kriegsflüchtende und die Klimakrise werden geäußert. „Was ist mit unseren Enkelkindern?“, fragt eine Person.

Ein Gefühl von Ohnmacht und Wut breitet sich aus, und die ernüchternde Erkenntnis, dass die Friedensbewegung in Luxemburg sich trotz Aufrufen schwer tut, neue, jüngere Mitglieder zu mobilisieren. Auf derlei Reaktionen haben die Experten nur wenige Antworten. Die russische Bedrohung könne man trotz der Überlegenheit der Nato nicht ignorieren, mahnt Lurz erneut. Wie der Verteidigungsbedarf zu definieren ist, bleibt aber offen. Das, so die Experten, sei keine „Zahlen-Frage“, sondern hänge vom politischen Willen ab.

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des ponts et chaussées

Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : services

Date limite de remise des plis : 03/12/2025 à 10:00

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Direction des travaux relative à : Contournement de Bascharage

Description :
Mission de direction des travaux, c'est-à-dire mise à disposition de personnel technique qualifié pour le contrôle et la surveillance de chantiers de génie civil (voirie et ouvrage d'art). Mise à disposition et gestion d'une plateforme de partage des données ainsi qu'un suivi par drone du chantier.
Quantitatif :
- Directeur des travaux : 6.440 heures
- 2 Adjoints au Directeur des travaux : 2 x 6.440 heures
- Métreur : 6.440 heures
- Géomètre : 6.440 heures

Durée approximative de la mission : 84 mois
Début prévisible de la mission : Début 2026

Conditions d'obtention du dossier :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

No avis complet sur pmp.lu : 2502667